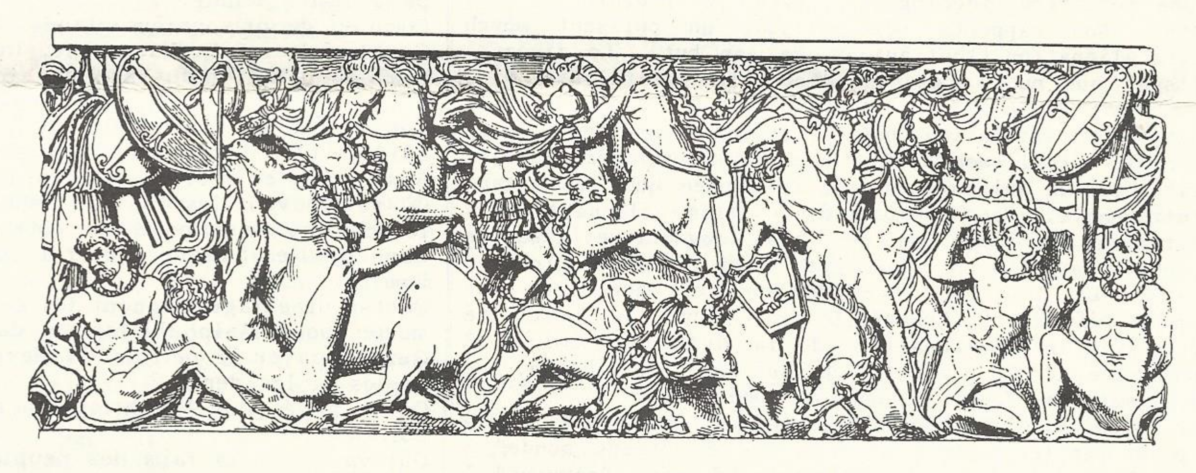
# Guérilla



# Va-t-il falloir instaurer le désordre ?

**Mensuel**
**N° 2**
**Juin 1989**
**15 Francs**



**Guérilla**
BP 631-04
75160 PARIS CEDEX 04

**Abonnement :**
100 F pour un an
Chèque bancaire à l'ordre de Ph. Godard



Directeur et responsable de la publication : Philippe Godard
Dépôt légal : 89/0211
Imprimeur : EDIT 71
22, rue d'Annam,
75020 PARIS

Commission paritaire : n° 71172



**La guerre de guérilla est une guerre du peuple, c'est-à-dire une lutte de masse. Prétendre faire la guerre de guérilla sans l'appui de la population, c'est aller vers un désastre inévitable.**
Ernesto Che Guevara



# L'UTOPIE CONTRE L'ECONOMIE

Les idéologues ne sont pas raisonnables ! Aujourd'hui, parler en utopiste, c'est s'avancer en terrain piégé. Car l'idéologie joue à plein pour occulter, déformer, détourner le langage utopique. L'idéologie, c'est-à-dire la pensée politique ossifiée en système, vérité absolue. Alors que l'utopie est un processus dialectique vivant, produit, entre autres, de la confrontation théorie/praxis.

Le discours (le langage érigé en système) est miné. L'idéologie du discours affirme que le langage est objectif. Cette illusion persiste malgré qu'au cours de l'histoire, nombreux sont ceux qui se sont aperçus que non seulement le langage, mais l'histoire elle-même ne sauraient être objectifs ! Tout langage, tout discours, fût-il présenté comme scientifique, doit être analysé, critiqué et passé au crible de notre pratique.

Pour le discours "réaliste-économique", l'utopie est par essence irréaliste. Et du même coup irréalisable. En réalité (!), ce sont les idéologies qui sont réalisables... parce que réalisées ! Spécialement les idéologies qui sont les plus "efficaces" en matière économique. Rien ne prouve qu'elles soient les seules réalisables : on n'a jamais essayé autre chose, du moins depuis longtemps. Surtout : sont-elles bien raisonnables ?

## L'"utopie" de la marchandise

Une des "utopies" développées par le capitalisme et, plus largement, par le discours scientifique et économique, notamment celui qui préside aux "restructurations" industrielles, est la possibilité d'un monde où il n'y aurait plus de production que machinique. Pas besoin pour cela de tomber dans les délires de la science-fiction. Il suffit de lire les stratèges capitalistes en la matière : les économistes nous annoncent des perspectives robotiques et informatiques, qui sont le rêve du capitalisme. Mais ces rêves des économistes sont un cauchemar pour les hommes, ici et surtout dans le "tiers monde". Finalement, une "utopie économique", cela ne peut exister que comme négation de l'utopie.

Car l'utopie, c'est sortir de l'économie. C'est le moment où l'homme se déterminera non plus en fonction de choix extérieurs, liés à la marchandise, aux objets, à tout ce qui relève du domaine économique (donc capitaliste), mais en fonction de ses propres besoins.

C'est par une ruse de la raison que ce qui est fondamentalement anti-utopique, l'économie, se prétend capable de rêver pour nous un futur idéal, fait de robots et de computers personnels. L'interprétation fallacieuse de la dialectique homme/nature aboutit (ou aboutira ?) en régime capitaliste à la destruction de la nature et de l'homme et à leur "remplacement" par une rationalité machinique. Mais, comme toujours, derrière cette ruse de la raison, on retrouve une ruse du discours. Une ruse du (discours du) pouvoir, plutôt !

## Le discours des objets

Car si le pouvoir s'incarne bien en des hommes, il peut être analysé comme un discours, dont ces hommes sont à la fois les objets et les véhicules. Le discours du pouvoir est en effet véhiculé par des hommes-objets, parfaitement et rapidement remplaçables. C'est dire que les sujets existent pour le pouvoir, d'une part par leur assujettissement à un discours qui, dans la société marchande, est le discours des objets, des marchandises. Assujettissement qui va de pair, d'autre part, avec l'exploitation économique : le mode de production capitaliste, en induisant la fracture bourgeoisie/prolétariat, sécrète la lutte des classes. Le pouvoir a construit une convergence totale entre mode de production et discours, exploitation et aliénation. Cette convergence est d'une efficacité comparable à celle qui existait entre le féodalisme et l'abrutissement (le discours !) religieux. Exploitation et aliénation sont à dépasser ensemble.

## L'homme contre la marchandise

Il ne faut pas déduire de ce qui précède que, contre les hommes-objets sécrétés par le système capitaliste, l'homme-sujet est à priori utopique, révolutionnaire donc. Les combattants de la RAF, à Stammheim, écrivirent que "la subjectivité ne peut s'affirmer et se développer que contre les institutions sociales, contre les appareils idéologiques d'Etat (famille, école, église, université...) pour lesquels les sujets n'existent que par leur assujettissement." Nous partageons cette analyse mais nous n'en tirons pas les mêmes conclusions que la RAF : l'émergence d'un nouveau "sujet révolutionnaire", le révolté, est pour elle l'archétype du sujet utopique. Cela fait bon marché, justement, de la dialectique imposée par le mode de production capitaliste, exploitation économique qu'il nous faut briser. Encore une fois : sortir de l'économie ! Vaincre aliénation et exploitation.

Les machines dominent aujourd'hui les hommes dans la mesure où la logique "positive" et positiviste du progrès humain se réduit à celle de la diffusion des machines et de leur évolution. Pour l'"utopie" économique capitaliste, la maîtrise de l'environnement constitue ce que l'on nomme progrès. Mais, d'une part, cette maîtrise est conditionnée par la connaissance technologique que seuls quelques-uns possèdent. Et surtout, ce progrès-là aboutit à une absence de remise en cause de son fondement : l'accumulation capitaliste. Les machines suivent un véritable programme de développement. Chaque stade de leur développement est porteur du stade suivant. Que l'on pense aux produits alimentaires de la 4e ou de la 5e "gamme", aux ordinateurs de la énième "génération". Il y a bien une logique de développement des machines, qui échappe complètement à la classe exploitée qui les utilise. C'est la logique économique, celle de l'exploitation.

De même, chaque stade du discours économique du pouvoir est porteur du stade suivant. Ainsi, concrètement, chaque stade du discours publicitaire. C'est ce qu'on appelle "décliner" (!) une campagne de publicité. C'est la logique idéologique, celle de l'aliénation.

Il en sera ainsi tant que nous ne répondrons pas collectivement "non !" à la question : "Cet objet sert-il à mon bonheur ? Me permet-il d'être un sujet de pouvoir, et non objet du pouvoir ?"

## Vie ou survie ?

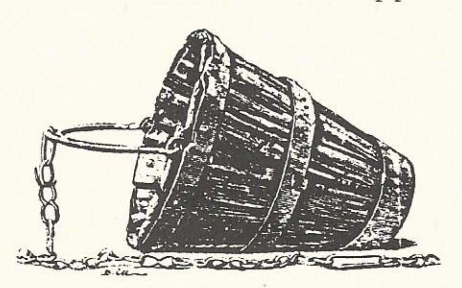
Les rapports réifiés des hommes sont les rapports des machines et des marchandises plaqués sur les hommes. Les objets (hommes-véhicules tout autant que marchandises) règlent la vie sociale capitaliste. Le discours économique est une médiation idéologique entre le pouvoir et ses "sujets". Nos rapports réifiés sont un puissant moyen de notre aliénation (tout autant que son but). Le discours "réaliste" que nous présente l'économie capitaliste vise la perpétuation de notre exploitation. C'est dire qu'exploitation et aliénation non seulement convergent, mais prospèrent actuellement dans une symbiose remarquable, facilitée par la déliquescence de la pensée qui se prétend révolutionnaire. Son incapacité à lier aliénation et exploitation autrement que de façon dogmatique débouche sur son incapacité à développer une pratique globale, radicale. La pratique "révolutionnaire" actuelle est largement réformiste. Prend-elle en compte la nécessité d'une vision internationaliste de la lutte économique ? la nécessité de la contestation du rôle de chacun, et pas seulement des "autres", dans la société ?

Par exemple, 1500 F d'augmentation mensuelle, oui, mais payés par les patrons ou sur le dos du "tiers monde" ? On connaît la réponse : la "dette" des pays "pauvres" ! Il serait temps de se rendre compte de ce que signifient des revendications seulement économiques non intégrées dans une lutte totale contre le système capitaliste : 1500 F, ce n'est pas plus radical que 200 F. La radicalité, est dans la réponse à cette question : qui va payer ?

De même, tous les réformistes qui demandent un revenu minimum garanti, un salaire domestique ou des allocations ménagères vont dans le sens du capitalisme moderne, celui qui est encore capable de se rénover pour survivre ou se renforcer. La réification et la monétarisation des rapports sociaux, qui se concrétisent entre autres dans le RMI, sont de possibles clés pour le capitalisme qui cherche à se renforcer. Car la contradiction principale ne se situe pas entre l'Etat et ses allocataires, entre l'argent volé et le peu d'argent repris. C'est le problème de l'exploitation et de l'aliénation capitalistes. Problème qui exclut toute pseudo-solution réformiste.

Saurons-nous reconquérir ou perdrons-nous définitivement le pouvoir sur l'emploi de notre vie ? Le monopole de l'emploi de notre vie ? L'alternative, c'est rapports sociaux authentiques ou rapports sociaux réifiés. Libération ou domination. Vie ou survie. A la dictature de la nécessité nous opposons la volonté de la raison !

Philippe GODARD

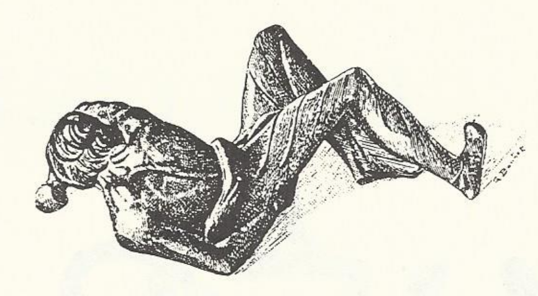


## LES "MARXISTES-FEMINISTES" CONTRE MARX !

Le projet politique marxiste est de sortir de l'économie. Aussi, quand des "marxistes"-féministes affirment que le corps et la force de travail de la femme n'ont cessé d'être utilisés gratuitement à des fins qui leur sont étrangères (ce qui est dramatiquement vrai), qu'il importe donc qu'elles en reprennent possession et s'en fassent payer l'usage, elles veulent simplement monnayer ce qui aurait dû rester affectif et relationnel, étant du domaine privé et ne devant pas être fourni selon les critères de la rentabilité économique, donc capitaliste.

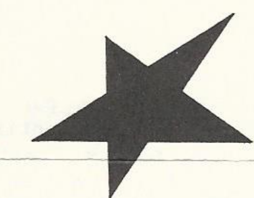
Au lieu de critiquer la façon dont sont assumées les tâches privées non rentables (les hommes ne travaillent pas à la maison et c'est en effet intolérable), elles veulent rentabiliser du relationnel, donc inclure dans l'économie même ce qui y échappait encore.

D'où vient cette erreur ? Selon nous, d'une appréciation fausse des rapports entre idéalisme et matérialisme. "L'affection, l'amour, l'éducation des enfants, voilà des notions romantiques et idéalistes. Du déviationnisme droitier !" Allons donc ! Quelle société voulez-vous ? Pour notre part, nous ne nous associerons jamais à tout ce qui œuvre concrètement à l'avènement du cybernanthrope. Avec ce genre d'imbécillités, "féministes" (?), avec celles des adeptes du revenu minimum garanti ou du salaire domestique, nous en arriverons enfin au moment où le seul rapport social entre les êtres sera régi par l'argent. Moment où le seul rapport social sera la prostitution.

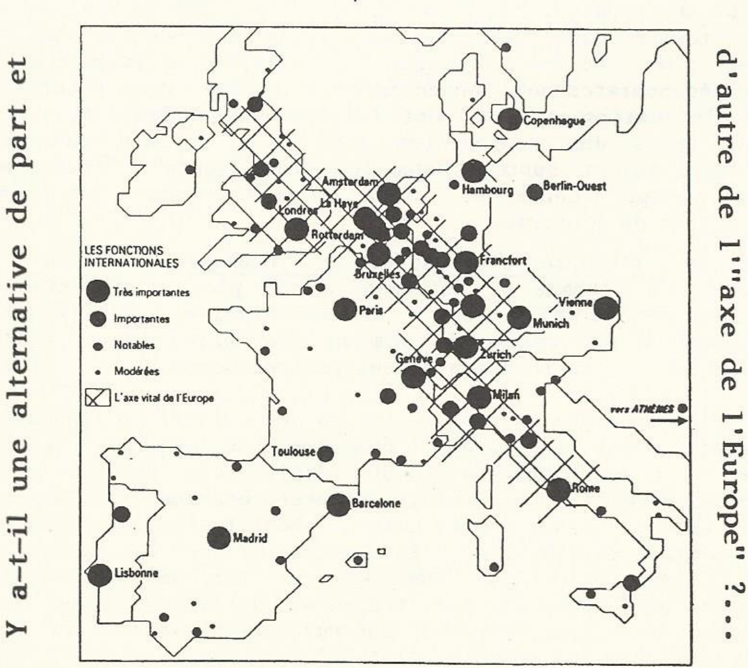


Qui va payer tout cela ?
........................
Combien d'enfants qui ne vivent pas un an nous vous donnons en contrepartie pour chaque dollar ?
Combien de siècles de famine par famille?
Combien d'écoles qui ne furent pas construites ?
Combien de mères mortes en couches ? Combien d'analphabètes ?
Combien de favelas, combien de bidonvilles cent dollars peuvent-ils acheter ?
Combien de prisonniers clandestins ? Combien de disparus ?
Combien de syndicats soumis, interdits, persécutés ?
Combien d'inattendus millionnaires qui refroidissent encore leurs pistolets dans les eaux tranquilles de Miami?
Combien de villages d'Indiens massacrés ?
Faisons bien les comptes, usuriers : Où aboutirent le nitrate, le cuivre, le vin, la joie et les danses du Chili?
Où se trouvent les Indiens empoisonnés et enfumés dans les champs de coton de la côte du Guatemala ?
Dans quelle banque conserve-t-on le sang de Monseigneur Romero ?
Quel pourcentage gagnent les cadavres des jeunes filles mortes pour l'alphabétisation du Nicaragua ?
Qui va payer le pétrole du Mexique extrait avec les ongles et les dents ?
Qui a payé pour la phtisie du mineur qui est mort en Bolivie ?
Qui va payer la faim des peuples ?
Laissez Sherlock Holmes, ne dérangez pas Watson : parce qu'ici, il s'est passé beaucoup plus qu'un vol; il y a aussi beaucoup de crimes. Et une dette. Il y a une grande dette, oui, une grande dette. Et quelqu'un doit la payer.
Et ce ne seront pas les larmes du fils du dirigeant mort, ni le corps de l'ouvrier torturé,
ni la goutte de lait que n'a pas trouvée pour son bébé la femme du faubourg,
ni l'étudiant criblé de balles près de son cahier,
ce ne seront pas celles-là les monnaies pour payer la dette.
........................
Qui va payer tout cela ?
Moi, je ne le paierai pas ! Je ne dois rien !
J'ai souffert la prison, les tortures et les balles,
J'ai souffert l'outrage, le génocide.
Le pillé c'est moi et je ne paierai pas mes voleurs.
Parlons calmement. Ce n'est plus l'heure des cris et des exigences.
Gardez vos papiers mensongers et cessez d'aboyer, l'usurier : c'est moi le créditeur et vous me devez beaucoup plus que ce que vous encaissez.
Et nous mettrons en ordre beaucoup de choses, et nous ferons bien les comptes.
Commencez par me payer tout le sang, la liberté niée, séquestrée, les vies ruinées, la faim imposée à coup de millions,
commencez par me payer la misère des villages et des peuples, et ce luxe, monsieur l'usurier, et votre folie atomique, et le déchet de vos gaspillages, et la menace qui trouble le ciel.
Qui va payer tout cela ?
Qui va payer la faim ?
Commencez à faire vos comptes, c'est maintenant l'heure.
N'espérez pas qu'ici, quelqu'un vous paye.
Aujourd'hui, c'est vous qui payez.
Il était temps.

Manuel José Arce
Ecrivain guatémaltèque, mort en exil
(1935 - 1985)



Y a-t-il une alternative de part et d'autre de l'"axe de l'Europe" ?...



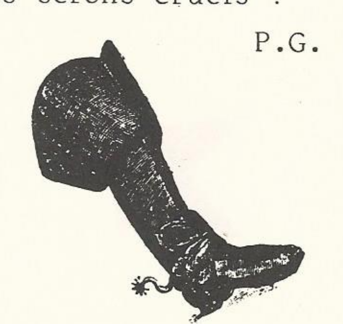


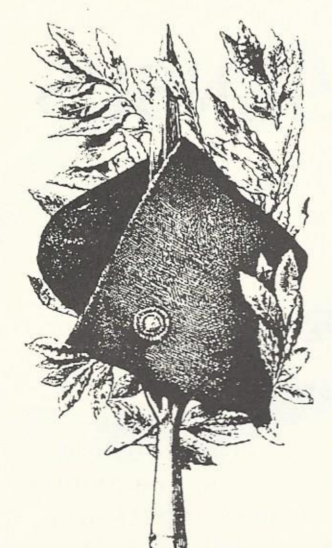

## NOUS SERONS CRUELS

La vie quotidienne de l'homme "civilisé" est encombrée d'objets inutiles.
Or, il se trouve que ces objets, notamment l'automobile, sont porteurs d'une idéologie.
Très marqués idéologiquement, même !
On a coutume de l'appeler "idéologie de la consommation" ou "idéologie des loisirs".
C'est masquer que la prolifération machinique est un *instrument de la politique bourgeoise*.
Rien d'autre.
Cette prolifération capitaliste a fini par coloniser la vie quotidienne.
Pas de moment sans radio, télé, voiture, ciné, littérature de masse ou autres merdes sorties des cerveaux de techniciens dont l'innocence proclamée n'excuse plus, à nos yeux, leur perversion latente.
Les responsables, ou plutôt les complices, de cette vie quotidienne sous emprise idéologique, devront payer le prix de leur "innocence".
La décolonisation de notre vie quotidienne se fera aux frais des objets, *qui seront détruits*, et de leurs servants, *qui le seront également*.

Nous l'avons dit : nous serons cruels !

P.G.





Le Bicentenaire est marqué par la condamnation de la violence révolutionnaire de 1789. A la légitimité de la Révolution française, que l'on n'ose pas encore contester, s'opposerait l'illégitimité des actes violents qui ont rendu cette même Révolution possible. En somme, de quoi devenir fou !!!

Quel est donc le but de ces thèses ? Aujourd'hui, le contexte socio-économique de la planète est brûlant, et plus d'un rêve de remettre les pendules à l'heure de la Révolution. Or, condamner et essayer de rendre injustifiable la violence révolutionnaire, c'est d'une part empêcher qu'elle ne se renouvelle et condamner d'avance ceux qui pourraient être tentés d'y avoir recours. D'autre part, cela revient à légitimer implicitement la violence monarchique qui a précédé la Révolution de 1789. Et là encore, vouloir occulter la violence monarchique de l'époque, c'est occulter la violence étatique de nos "démocraties". Dans les deux cas, violence bien présente et réelle, mais se cachant derrière une légalité faite par et pour elles.

Nous contestons ces thèses qui ne sont que des thèses conservatrices de la violence d'Etat, et dont le principal danger n'est pas de réécrire l'Histoire, mais de faire en sorte qu'aujourd'hui, la paix sociale soit imposée au prix de l'abandon de la justice, de l'équité et de la dignité des peuples.

M.-C. JACQUET

# UNE ETHIQUE DE LA VIOLENCE POUR UNE POLITIQUE DE NON-DOMINATION

Les groupes de guérilla urbaine montrent que la violence révolutionnaire est toujours à l'ordre du jour. La Révolution, destruction radicale des rapports de domination et d'exploitation, est toujours la question non résolue de notre temps, et c'est une prise de position politique d'en affirmer la possibilité imminente, même si les modèles révolutionnaires se sont révélés des antimodèles.

La Révolution aujourd'hui ne peut s'inférer de rien, s'appuyer sur une quelconque positivité. Il lui reste cependant une éthique : il faut lutter ici et maintenant en étant du côté des dominés pour ne pas être complice des crimes du système. Cette éthique annonce une politique de la non-domination, donc une politique qui est en extériorité radicale avec toute pratique étatique, même à venir. Des groupes de lutte armée non nationalistes, comme la RAF, soulignent que l'on assiste à un tournant stratégique des luttes, où l'universalité cède le pas à la singularité. Singularité qui procède, qui prend sa force dans un ancrage local, mais celui-ci peut être n'importe où, c'est un lieu délocalisé, il ne s'apparente ni à un sol, ni à des origines, ni à des racines. C'est à cette condition qu'il sera un espace de liberté qui pourra, plutôt que de s'universaliser, devenir multiple à partir de sa puissance singulière.

L'Etat n'assume sa violence que comme contre-violence nécessaire pour empêcher, anéantir ce qui le conteste, le subvertit. La violence révolutionnaire, mais comme disait Marcuse, c'est un abus de langage en comparaison de la violence de l'Etat, ne se trompe pas de cible, ne frappe pas ce qui est faible et ne pratique ni le chantage, ni le terrorisme, à la différence des autres violences qui relèvent presque toujours d'une institution ou d'une parodie d'institution, d'un pouvoir hiérarchisé dont le grand modèle est l'Etat. Les propagateurs de ces violences ne sont pas des individus, encore moins des sujets, mais des pions interchangeables qui reflètent et diffractent les retombées du concentré de violence qu'est l'ordre institutionnel, même dans son fonctionnement banal.

Presque toutes les morales et religions, tous les Etats ont non seulement toléré la guerre, mais en ont fait un devoir. Or, comme disait Clausewitz, "la guerre est un acte de violence et il n'y a pas de limite à la manifestation de cette violence", et ce sont ces mêmes institutions qui ont posé, posent et imposent la non violence, mais pour leurs adversaires et victimes.

L'Etat, les médias, le consensus ressassent que les seules améliorations éventuelles de la société ne peuvent être apportées que par une meilleure gestion des nécessités, c'est-à-dire du système tel qu'il est. Ce bon sens ajoute que le dialogue est préférable à la violence, mais oublie que le présupposé du dialogue est l'égalité des adversaires, ce qui est précisément l'enjeu de la lutte.

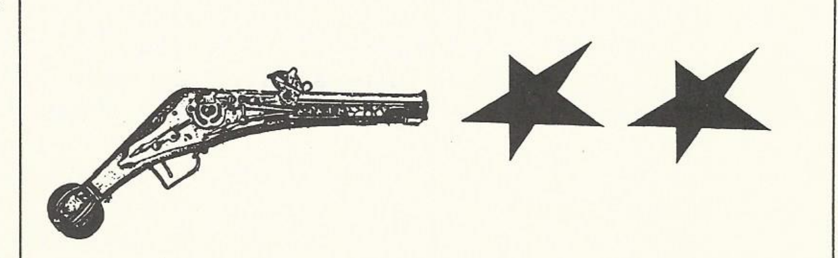
De plus, la raison est non seulement compatible avec la violence, mais elle a développé ses effets meurtriers par la technoscience.

Le choix n'a jamais été entre non violence et violence, car une non violence authentique qui ne fait pas de concession se heurtera tôt ou tard à une violence institutionnelle. Faut-il rappeler que la non violence de Gandhi était avant tout tactique ?

Enfin, comme le disait Adorno, la pensée seule est impuissante face au mal.

La violence est partout et une politique de la non-domination exige que ses causes soient historiques et donc dépassables. La violence révolutionnaire doit être indissociable d'une éthique et la question de l'éthique est difficile et sérieuse, elle ne sera probablement jamais réglée (d'ailleurs, serait-ce souhaitable ?). La violence révolutionnaire doit également être liée à une pratique subversive où l'humour, l'irrespect rejoignent la pensée authentique et font un trou dans le système, seule façon de le garder à distance.

Loïc DEBRAY





# RUFA : BILAN D'UNE GREVE

Près de cinq mois de grève pour ne rien obtenir au niveau des revendications de départ ! pire, cinq mois de grève et être licencié, couvert de dettes et poursuivi par des plaintes déposées par la maîtrise ! Si l'on s'en arrête là, le bilan est négatif.

Mais si on regarde les liens de solidarité qui ont existé tout au long du conflit et l'importance de la solidarité extérieure (soutien financier, envoi de nourriture par les CE, passage aux piquets de grève), si on regarde la détermination des grévistes, si on s'intéresse à tous les enseignements qui ressortent de cette grève, alors le bilan est aussi très positif.

## Volonté d'auto-organisation et d'indépendance des grévistes par rapport aux syndicats

Dès le début du conflit, des grévistes ont lancé la proposition d'un comité de grève. Si cette idée n'a pas pu être concrétisée à cause des syndicats, les grévistes ont réussi à imposer aux syndicats d'être pris en compte :
- organisation d'assemblée générale des grévistes,
- participation de travailleurs non syndiqués dans les délégations lors des négociations avec les pouvoirs publics.

Les grévistes se sont aussi opposés au fait que le conflit soit dirigé par des représentants syndicaux extérieurs à l'entreprise (pétition signée par une cinquantaine de grévistes, y compris des délégués, en décembre 1988). Les travailleurs non syndiqués se sont organisés indépendamment des syndicats, notamment par la rédaction de tracts, l'organisation de collectes et d'actions.

## Rôle et attitudes des syndicats

Les syndicats ont traîné au début de la grève pour entamer des démarches auprès de la direction afin que s'ouvrent des négociations face à l'intransigeance de Rufa-Fougerolle et du patronat du bâtiment. Ce n'est pas avec des manifestations en ville, un concert de soutien ou d'inutiles démarches auprès de la direction du Travail que Rufa allait être contraint de céder.

Les syndicats se sont constamment opposés aux propositions d'action des grévistes, comme par exemple au départ quand les travailleurs turcs proposaient de vider les chantiers et d'occuper les bureaux de Rufa à Caen. Les syndicats ont même dénoncé certaines actions (sabotage des grues pour empêcher la sortie du matériel...) et ils n'appréciaient pas que les piquets de grève soient armés la nuit (menaces de la maîtrise). Cette absence de combativité syndicale est en partie responsable de la démobilisation durant les premières semaines de grève.

La CGT a laissé traîné le conflit jusqu'aux municipales, et ceci certainement à des fins électorales. Si avant les municipales, la CGT dénonçait les responsabilités du gouvernement, quinze jours avant le vote, elle a refusé de s'associer à toute action contre le PS (négociation des accords PC-PS pour le second tour des municipales), et on a pu constater l'absence de certains responsables CGT sûrement plus occupés par la campagne du PCF.

Quant à la CFDT, si elle prétendait se battre pour la dignité des travailleurs, elle n'a fait que les castrer. En effet, la CFDT a paralysé les travailleurs immigrés en mettant en avant le risque d'expulsion s'ils bougeaient un peu trop. La dignité ne se revendique pas, mais se gagne dans la lutte et par la satisfaction des revendications. Le résultat de l'attitude de la CFDT, c'est qu'elle a empêché ainsi l'organisation d'actions qui auraient pu exercer une pression sur Rufa et imposer de réelles négociations.

Quant aux éternelles querelles CFDT-CGT, n'en parlons pas. Tout le monde les supporte assez et en connaît les conséquences au niveau de l'action et de nos intérêts de travailleurs. Durant les cinq mois de grève, chaque syndicat a mené ses actions séparées. Seuls les non syndiqués participaient à toutes les actions, sans tenir compte des étiquettes syndicales, et ce sont eux qui ont réussi à imposer le si peu d'actions unitaires (occupation des bureaux, délégation au Conseil général...).

Rufa : bilan d'une grève
suite

Quand le gouvernement en appelle au renforcement des syndicats (Bérégovoy lors d'un meeting à Lisieux et Chevènement à Cherbourg), il sait très bien quel intérêt il en retire dans les luttes et les négociations. La conduite des syndicats est dictée par d'autres intérêts que ceux des travailleurs (accord CFDT-gouvernement, mainmise du PCF sur la CGT).

## Des enseignements pour les conflits futurs

Il nous paraît important pour la réussite d'un conflit que soit mis en place dès le début un comité de grève. Il faut refuser d'être menés par le bout du nez par les responsables syndicaux, et il ne faut plus leur laisser le monopole des négociations avec le patronat (seuls 5 % des travailleurs du privé sont syndiqués !).

Face à l'intransigeance du patronat et du gouvernement lors des conflits actuels (Technifil, Chaffoteaux, Corse...) seules des actions dures pourront les faire céder (occupation du siège social, blocage de la production, y compris en recourant aux sabotages, comme lors de la grève des Bus Verts dans le Calvados, etc.)

Il nous semble inutile de perdre son temps à faire des démarches auprès des administrations comme l'inspection du Travail, qui n'est nullement neutre mais aux ordres du pouvoir. De même, il faut s'opposer à la nomination d'un médiateur dont l'unique fonction est de gagner du temps. Les négociations doivent avoir lieu entre le patron et les travailleurs, et non par personne interposée. Lors du conflit Rufa, le médiateur nommé par le gouvernement n'a fait qu'accentuer le pourrissement, et n'a fait aucune proposition allant dans le sens des grévistes. Quand le gouvernement actuel prétend être celui qui a donné le plus aux patrons, quand on voit les magouilles financières qui lient gouvernement et patronat (chantage au gouvernement de Roverato, PDG du groupe Fougerolle, dans l'affaire des fausses factures. Le Canard enchaîné du 8/3/89), il ne faut rien attendre d'un médiateur à leur service.

Le conflit Rufa a permis de prendre conscience du rôle négatif de la presse (Ouest-France, FR3, etc.) : intoxication, dépolitisation (les médias sont plus intéressés par les incidents que par les revendications des grévistes), et criminalisation du conflit. Il ne faut donc pas se faire d'illusion sur la presse, mais plutôt compter sur nos propres forces pour informer l'opinion.

Il faut faire appel le plus vite à la solidarité extérieure : soutien financier (vital dans une longue grève), participation aux actions, popularisation et élargissement pour éviter l'isolement du conflit. Nous remercions ici les personnes qui ont apporté un soutien financier et le groupe CNT de Caen qui a participé à l'organisation des collectes.

Il est urgent que les travailleurs non syndiqués se regroupent et s'organisent collectivement sur des bases de lutte, s'ils ne veulent pas être les éternels trompés. Etre non syndiqués, ce n'est pas, en ce qui nous concerne, refuser d'être organisés ou de lutter. Au contraire, c'est vouloir reprendre en main, nous-mêmes, nos affaires, nos intérêts et nos revendications de travailleurs. Les patrons et le gouvernement croient vaincre les travailleurs en refusant de lâcher sur les revendications après plusieurs mois de grève. Mais ils se trompent. Ils n'auront gagné que de créer de nouvelles formes de lutte à venir, plus dures, plus politiques, plus déterminées. Dans les conflits récents, patronat et gouvernement n'ont cédé que confrontés à des actions déterminées et dures. Tirons-en les conclusions qui s'imposent...!

Face à la répression, poursuites engagées contre les travailleurs, nous vous appelons à une solidarité financière pour assurer la défense juridique. Les travailleurs non syndiqués agissent et ne se défendent qu'avec votre contribution.

Envoyez votre soutien à : Jean-Pierre Beaufils, Route de l'Eglise, 14210 Baron sur Odon.

Des travailleurs
non-syndiqués



# DISCOURS ET CONSENSUS

(suite)

Le consensus a atteint aujourd'hui un stade dramatique
dans la mesure où il est avant tout *intériorité*.

*

La multiplication des militants "antis" (anti-expulsions,
anti-impérialistes, anti-Le Pen, antiracistes ou même anticonsensuels),
qui va de pair avec celle des militants "spécifiques" (prisons,
femmes, blacks, beurs, etc.), est la marque de l'intériorisation
du *discours séparé du pouvoir*.
Il n'y a plus actuellement de forces non dogmatiques
développant une vision globale des réalités politiques et
des totalitarismes. Il n'y a que des individus,
et dans quelques cas des groupuscules, qui prônent
une vision séparée, spécifique, et se battent sur des terrains
séparés et spécifiques.
C'est ce que certains appellent "œuvrer à la recomposition
de la classe" (!!!) alors qu'il est bien évident que
tout ce qu'ils essaient de développer misérablement n'a pour effet
que de diviser encore un peu plus ce qui devra être réuni.

*

Au niveau de leur inconscient individuel et collectif,
ceux qui se fourvoient dans ces milieux rescapés de l'autonomie
façon Tout-Paris
ont rejeté les idées fortes qui sont celles de la transformation radicale
de ce monde.
Ils tentent de s'aménager leur petit coin douillet au milieu de toute
cette puanteur capitaliste.
Ils en arrivent à rejeter ce qui pouvait encore symboliser un espoir
et ils rejettent d'autant plus cet espoir
que ceux qui ont combattu sur un front global et radical
ont à ce jour échoué,
et qu'il est plus facile de faire un deuil avec du cauchemar
qu'avec du rêve.
Avec une défaite qu'avec une victoire, même petite.
Avec du gris qu'avec du rouge.

*

Toute cette génération post-post-soixantehuitarde
(les post-autonomes, antis et spécifiques)
est touchée par ce fléau :
elle a choisi la voie de la désagrégation molle
dans les marges laissées vacantes.
Elle refuse surtout d'entendre maintenant parler
de ce qui a pu constituer son idéal il y a encore peu.
Et pourtant, elle ne se prive pas de critiquer violemment
les post-soixantehuitards qui lui semblent avoir tourné leur veste.

*

Les post-autonomes ont tourné casaque,
mais sans même se vendre, ou alors tellement peu cher
que ce dut en être un plaisir pour leurs (anciens) ennemis.
Ils ont glissé lentement du monde "dur" de l'autonomie "radicale"
vers celui, plus "soft", de la recomposition-décomposition
(recomposition proclamée, décomposition réalisée).
Ils en arrivent maintenant au moment de la théorisation du désespoir
et du simple abandon de tout.

*

Face à ce consensus intériorisé,
les derniers révolutionnaires apparaissent comme des pestiférés,
exclus par les "antis" et les "spécifiques",
par les grenouilles médiocres qui veulent se gonfler en
bœuf-Debray ou en bœuf-Negri,
ou qui, plus modestement, veulent développer leur
"alternative tranquille", Tontons d'un nouveau genre.
Si ces Tontons m'écoutent, puissent-ils se rendre compte que
ce qu'ils charrient, tant dans le cadre de leur "activité publique"
que dans leur reproduction privée des schémas bourgeois,
n'est autre que
*l'idéologie totalitaire de la soumission à l'ordre.*

*

Ils sont devenus, à force de se gargariser du "manque de perspectives"
et d'abandonner toute vision globale et radicale du monde,
les plus sûrs alliés de la société concentrationnaire
qu'ils déclarent abhorrer
*mais qu'ils ne se donnent pas les moyens de combattre !*

*

Toute lutte séparée fait le jeu de la bourgeoisie !
Toute lutte séparée est consensuelle.
Consensus intériorisé et déguisé, doublement dangereux.

*

Le discours du pouvoir est un discours séparé.
Tout discours séparé est un discours du pouvoir totalitaire.
Le discours révolutionnaire ne peut être que global.
Seul le discours global montre le totalitarisme du consensus.